

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

A R R E T E

1ère Direction - 3ème Bureau

N° 73 821 DU 1er juillet 1983 portant autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment l'article 18 ;
- VU les déclarations effectuées les 18 novembre 1948, 18 juin 1951 et 13 février 1964 par la Société des Teintures de l'Est (anciennement RIBOUD, TIVAL et BLANCHISSERIE ET TEINTURERIES DE TAON) ;
- VU le rapport du 13 mai 1983 de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis du 9 juin 1983 du Conseil départemental d'Hygiène ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. - La Société des Teintures de l'Est - 6, carrefour de Ribeauvillé à SAINTE-MARIE-aux-MINES est autorisée à poursuivre à SAINTE-MARIE-aux-MINES l'exploitation d'une usine comprenant les activités classées suivantes :

Activités soumises à autorisation :

- . Teinture de fils et mélange : rubrique n° 395/1 - capacité 10 tonnes/jour -
déclaration : 18 novembre 1948 et 13 février 1964.

- . Installation de combustion : rubrique n° 153 bis/1 - puissances installées : 9 500 thermies/heure - énergie fuel lourd - 5 500 thermies/heure - énergie charbon.

Activités soumises à déclaration :

- . Dépôt de liquides inflammables : rubrique n° 253 - 100 m3 fuel lourd et 4 m3 de fuel léger. Déclarations du 18 juin 1951 et 13 février 1964.
- . Dépôt de charbon : rubrique n° 225 - quantité stockée : 100 tonnes.

ARTICLE 1.2. - Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.3. - Déclarations obligatoires

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout incendie ou explosion,
- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- toute émission anormale de fumées, de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau des bruits émis par l'installation, de la teneur des fumées en polluants, de l'état des installations électriques, etc... de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessous ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

TITRE II : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2.1. : Prévention de la pollution atmosphérique

2.1.1. Toutes dispositions devront être prises pour éviter toute concentration dangereuse de vapeurs, gaz, fumées, poussières, inflammables ou incombustibles, en quelque point de l'installation que ce soit.

2.1.2. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Les rejets odorants seront épurés en tant que de besoin.

2.1.3. Contrôles

L'inspection des installations classées pourra imposer aux frais de l'exploitant des contrôles de la teneur des gaz émis en polluants ou en poussières, de leur température, de leur débit et de toute caractéristique utile, notamment au point de vue des odeurs.

ARTICLE 2.2. : Prévention de la pollution des eaux

2.2.1. Collecte

Les eaux usées seront collectées selon leur nature. On veillera à séparer, jusqu'au point où leur mélange ne nuit plus à leur épuration ou n'entraîne pas une utilisation supplémentaire d'eau :

- les eaux vannes et eaux ménagères,
- les eaux de pluie,
- les eaux industrielles non polluées, telles que les eaux de refroidissement, qui seront dans la mesure du possible recyclées,
- les eaux industrielles polluées.

2.2.2. Rejets

Le rejet direct ou indirect d'eaux usées même traitées dans la nappe souterraine est interdit.

Les eaux industrielles polluées provenant des installations de lavage et de teinture seront collectées vers un bassin d'homogénéisation de 150 m3 au minimum avec régulation du pH.

La sortie du bassin d'homogénéisation sera raccordée au réseau d'égout aboutissant à la station de traitement des eaux du SIVOM de SAINTE-MARIE-aux-MINES.

Une chambre de mesure permettra de surveiller en continu les débits et pH des eaux rejetées.

Les eaux résiduaires seront traitées de façon à présenter avant rejet au réseau d'assainissement au moins les caractéristiques suivantes :

- . pH compris entre 5,5 et 8,5
- . absence de composés toxiques
- . composés phénoliques < 0,001 mg/l
- . MES inférieure à 1 000 mg/l
- . débits : 125 m3 par tonne de tissu traité
- . débit maximal : 1 700 m3/jour - 100 m3/h maximum en pointe
- . flux de pollution maximum : DBO5 : 350 kg/jour
DCO : 1 050 kg/jour

sans préjudice des caractéristiques imposées par le SIVOM de SAINT-MARIE-aux-MINES, maître d'ouvrage du réseau d'assainissement.

2.2.3. Contrôles

Des dispositifs aisément accessibles devront permettre de procéder à des prélèvements de liquides. Ces dispositifs seront conformes aux normes en vigueur.

L'inspection des installations classées pourra faire procéder à tous prélèvements qui lui paraîtraient nécessaires et à leur analyse par un laboratoire dont le choix sera soumis à son approbation, les frais en seront supportés par l'exploitant.

Les résultats de toutes les analyses effectuées sur les eaux résiduaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.2.4. Prévention des pollutions accidentelles

Toutes les capacités, tous les réservoirs, contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou des solutions de tels corps, seront disposés de telle façon que tout le liquide éventuellement répandu lors d'une fausse manœuvre ou d'une rupture de récipient soit intégralement dirigé vers une capacité susceptible d'en assurer la rétention.

Les réservoirs enterrés, contenant des liquides inflammables, subiront les réépreuves périodiques instituées par la circulaire ministérielle du 17 avril 1975.

ARTICLE 2.3. : Bruit

- 2.3.1. Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

- 2.3.2. Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 19 avril 1969).
- 2.3.3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
- 2.3.4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Points	Emplacement	Type de zone	Niveau limite dB(A)		
			Jour	P.I. *	Nuit
1	Limite de propriété avec le chemin départemental n° 416	Résidentielle urbaine	60	55	50
2	Limite de propriété avec l'avenue Zeller et le chemin des Cerisiers	Urbaine avec ateliers	60	55	50

P.I. * = Période intermédiaire (6 à 7 heures et 20 à 22 heures).

- 2.3.5. L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 2.4. Prévention de la pollution due aux déchets

- 2.4.1. D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieures.

On distinguera notamment :

- A. Les déchets comparables aux ordures ménagères (au sens de l'article 2 du cahier des charges-type pour l'entreprise de la collecte et de l'évacuation des ordures ménagères dans les villes de plus de 10 000 habitants approuvé par le décret n° 59-1001 du 31 août 1959). Ces déchets pourront être éliminés par le service de collecte de la localité, si celle-ci dispose d'un moyen d'élimination autorisé au titre de la loi du 19 juillet 1976.

Dans le cas contraire, ils seront confiés à une entreprise disposant d'un tel moyen d'élimination.

- B. Les déchets non générateurs de nuisance (au sens du décret du 19 août 1977) récupérables, notamment : papiers, cartons, plastiques, verre, métaux.)

Ces déchets devront être stockés sélectivement dans l'établissement. Ils seront confiés, dans la mesure du possible, à des entreprises disposant des moyens de les recycler, les régénérer ou les réutiliser.

- C. Les déchets générateurs de nuisance, énumérés par le décret du 19 août 1977 tels que : déchets de peinture, hydrocarbures ou déchets contenant des produits de vidange, solvants aromatiques ou chlorés, déchets contenant de l'amiante, des métaux lourds, substances affectées du symbole T ou E dans la liste établie en application de l'article L.231-6 du Code du Travail, etc...

Ces déchets devront être collectés et stockés dans des conditions visant à éliminer tout risque de pollution des eaux et de l'air, d'émanation d'odeurs nauséabondes, de prolifération de vermine.

Ils ne seront pas mélangés entre eux. Ils ne seront confiés qu'à des entreprises disposant des moyens de les recycler, de les régénérer, de les réutiliser ou de les détruire : centre de détoxification agréé, entreprise de régénération des huiles agréée, entreprise d'élimination disposant d'une décharge contrôlée de déchets industriels, etc...

- 2.4.2. L'exploitant établira un registre pour les déchets de type C. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les renseignements qui devront figurer dans ce document sont la nature, les quantités, les conditions de stockage, les dates d'enlèvement, le nom de la société qui effectue l'enlèvement, la destination des déchets et le mode d'élimination prévu.

- 2.4.3. L'exploitant devra veiller à ce que l'élimination des déchets s'effectue dans de bonnes conditions. Si cette tâche est confiée à une personne ou à une société non agréée extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.

- 2.4.4. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux (huiles, etc...).

- 2.4.5. Tout brûlage à l'air libre, toute mise en dépôt à titre définitif dans l'enceinte de l'établissement de quelque déchet que ce soit sont interdits.

ARTICLE 2.5. : Prévention des risques d'incendie

La Société des Teintures de l'Est devra, en tout temps, déterminer sous sa responsabilité et mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour parer au risque d'incendie et d'explosion.

2.5.1. Définition des risques et caractérisation des zones

L'exploitant évaluera, sous sa responsabilité, le risque potentiel de feu ou d'explosion présent dans chaque bâtiment ou partie de bâtiment. Il tiendra compte notamment :

- de l'existence de matières inflammables ou combustibles,
- de la possibilité de dégagement ou d'accumulation de vapeurs explosives ou inflammables, en fonctionnement normal ou anormal, compte tenu des dispositifs de ventilation mis en place,
- de l'existence de points chauds ou de matériel produisant des étincelles.

2.5.2. Dispositions constructives

Les bâtiments ou partie de bâtiment abritant des activités comportant des risques d'incendie seront construits en matériau résistant à la flamme et permettant de préserver les ateliers avoisinants d'un éventuel sinistre : murs et portes coupe-feu, fermeture automatique des communications.

Des orifices de désenfumage seront disposés en toiture.

Les vapeurs inflammables ou explosives seront captées et évacuées hors des ateliers, par un dispositif tel que l'on atteigne jamais, en aucun point, le quart de la limite inférieure d'explosibilité, sans préjudice de la réglementation en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.5.3. Protection générale incendie

L'exploitant établira sous sa responsabilité un plan général de protection incendie, qui fixera l'importance et la nature des moyens de lutte contre l'incendie dont on devra disposer en tout temps.

Ce plan précisera notamment :

- l'organisation, les effectifs et les moyens en matériel lourd du corps des sapeurs-pompiers,
- le nombre et la nature des moyens de lutte contre l'incendie répartis dans les usines,

- l'implantation (visualisée sur un plan) des installations fixes de détection et d'extinction,
- les moyens d'alerte interne,
- les moyens de liaison avec le corps des sapeurs-pompiers, qui seront établis conformément aux directives de ces derniers.

Ce plan sera transmis à l'administration dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il sera remis à jour au moins une fois par an. La Société des Teintures de l'Est, devra, en permanence, maintenir en état opérationnel les moyens définis dans le plan de protection ci-dessus.

2.5.4. Appareils à pression

Les appareils à pression de vapeur, d'eau surchauffée, de gaz, les canalisations transportant des fluides sous pression, seront construits suivant les règles de l'art et conformément à la réglementation les concernant.

ARTICLE 2.6. : Installation électrique

2.6.1. Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions du décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme C 15 100.

2.6.2. Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1962 sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées pourra à tout moment prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de tout ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

2.6.3. Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail sera mis en place, pour chaque installation classée et pour chaque bâtiment ou groupe de bâtiments.

TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 3.1. : Teinture de matières textiles

3.1.1. Toutes dispositions, telles que la mise en place d'économiseurs et compteurs d'eau, le remplacement des barques de teinture par des appareils à bains courts et le recyclage des eaux de rinçage non polluées, continueront d'être prises, afin de ramener la consommation d'eau à 125 m3 par tonne de matière teinte (article 2.2.2.).

Aménagement et entretien des ateliers

- 3.1.2. Le sol des ateliers sera étanche et aménagé de façon à permettre la collecte de toutes les eaux polluées. Ces eaux seront acheminées vers le bassin d'homogénéisation.
- 3.1.3. Les eaux de refroidissement et les eaux de rinçage non polluées seront recyclées.
- 3.1.4. Les opérations périodiques de nettoyage, notamment au cours des arrêts, devront être conduites de manière que les dépôts, fonds de cuves, déchets divers, ne puissent gagner directement le milieu récepteur. Ces produits pourront être introduits dans le réseau aboutissant au bassin d'homogénéisation, à condition que cette introduction soit faite suffisamment progressivement pour ne pas apporter de perturbation au fonctionnement des installations de prétraitement. Ces opérations feront l'objet de consignes établies par l'industriel.
- 3.1.5. Un plan d'ensemble des égouts de l'usine sera tenu à jour par l'industriel. Les divers réseaux seront repérés par des couleurs. Un diagramme des circulations et des débits d'eau entrant et sortant des installations sera également tenu à jour.
- 3.1.6. Le prétraitement des eaux polluées (homogénéisation avec régulation du pH) sera effectué en conformité avec l'article 2.2.2.
- 3.1.7. Les enregistrements des appareils (pH et débits) seront conservés par l'industriel et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2. : Installations de combustion

- 3.2.1. Les installations de combustion devront satisfaire aux arrêtés ministériels du 20 juin 1975 (puissance supérieure à 75 thermies/h) et du 5 juillet 1977 relatifs à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- 3.2.2. La chaufferie sera constituée par des locaux dont les parois et couvertures seront incombustibles, à sol étanche formant cuvette de rétention.
- 3.2.3. Les locaux seront efficacement ventilés et pourvus d'au moins deux portes disposées dans deux directions différentes.
- 3.2.4. Tous les mouvements de liquides s'effectueront à l'aide de canalisations rigides, fixes et étanches, soit par gravité, soit par pompage.

Le raccordement de ces canalisations aux brûleurs peut être réalisé par des éléments souples d'une longueur aussi courte que possible, toujours inférieure à 1,2 m. Les éléments doivent être maintenus en bon état et exempts de suintements.

- 3.2.5. Les gaz provenant des générateurs seront évacués par la cheminée existante.
- 3.2.6. Pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières, et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées et conduits d'évacuation devront être pourvus de dispositifs obturables accessibles à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.
- 3.2.7. Chaque générateur sera muni des équipements réglementaires prévus par l'arrêté ministériel du 20 juin 1975.
- 3.2.8. La cheminée de 42 m de hauteur, commune aux deux générateurs sera équipée d'un enregistreur de la température au débouché ainsi que d'un appareil de mesure en continu (enregistreur) des poussières émises à l'atmosphère.
- 3.2.9. Les résultats des contrôles et les comptes-rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté du 20 juin 1975.
- 3.2.10 Les mâchefers provenant de la combustion du charbon seront soit déposés dans une décharge autorisée, soit réutilisés comme remblais ou dans d'autres fabrications.

ARTICLE 3.3. : Dépôt de charbon de 100 tonnes

Il sera prévu un espace libre de 2 mètres entre le dépôt de charbon et le mur de la cuvette de rétention du dépôt de fuel lourd.

Afin d'éviter l'autocombustion, la hauteur du tas sera limitée de sorte qu'un échauffement éventuel par fermentation ou oxydation lente ne puisse entraîner la combustion de la masse.

Pour supprimer les émissions de poussières lors des déchargements et manipulations, toutes mesures utiles devront être prises (arrosage, murs de protection).

ARTICLE 3.4. : Dépôts de liquides inflammables

Ces dépôts seront exploités conformément à l'arrêté-type n° 253 pour les dépôts soumis à déclaration, notamment :

3.4.1. Réservoirs

Les réservoirs métalliques, les accessoires et les canalisations seront protégés contre la corrosion.

Les réservoirs seront reliés électriquement à la terre, présentant une résistance d'isolement inférieure ou égale à 20 ohms.

Les réservoirs comporteront un dispositif permettant de se rendre compte de la quantité d'hydrocarbures contenue.

Ce dispositif ne doit pas être susceptible par sa construction ou son utilisation de produire en aucun point aucune déformation ni perforation de parois.

Sur les réservoirs et sur chaque canalisation de remplissage devront être mentionnées la capacité du réservoir ainsi que la nature du produit contenu.

3.4.2. Cuvette de rétention

La capacité de la cuvette de rétention sera au minimum de 100 m³. Le sol et les parois de la cuvette seront entretenus de manière à conserver leur étanchéité.

La hauteur minimale des parois doit être de un mètre par rapport à l'intérieur de la cuvette.

Les murs présenteront une stabilité au feu de degré 4 heures et les assemblages d'angle seront renforcés. Les murs ne doivent pas dépasser 3 mètres par rapport au niveau du sol extérieur.

Un dispositif de classe MO (incombustible) étanche en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette de rétention permettra l'évacuation des eaux pluviales et éventuellement des eaux de refroidissement.

3.4.3. Postes de déchargement

Le poste de déchargement des citernes routières sera séparé d'au moins 3 mètres des parois des réservoirs.

3.4.4. Eaux polluées

Les eaux pouvant contenir des hydrocarbures (en provenance notamment de la cuvette de rétention et de l'aire de stationnement) devront être enlevées par une entreprise spécialisée, soit traitées par passage dans un séparateur-décanteur permettant de respecter les prescriptions de l'article 2.2.2.

Ces eaux ne seront en aucun cas rejetées dans des puits d'infiltration ou puits perdus.

3.4.5. Canalisations

Les canalisations reliant les stockages aux chaufferies seront placées dans des caniveaux étanches.

3.4.6. La protection contre l'incendie comprendra les dispositions suivantes :

- deux extincteurs homologués NF MIH 55 B,
- un poteau d'incendie normalisé de 100 mm et un robinet d'incendie armé de 40 mm,

- des dépôts de sable avec pelles et brouettes près du dépôt et près de l'aire de dépotage,
- affichage des consignes d'incendie et d'interdiction de fumer.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 4.1. - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles antérieurement imposées à la société au titre de la législation des installations classées.

ARTICLE 4.2. - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même Code.

ARTICLE 4.3. - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 4.4. - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devrait en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 4.5. - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ARTICLE 4.6. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4.7. - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, Voirie, etc...).

ARTICLE 4.8. - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de RIBEAUVILLE, le maire de SAINT-MARIE-aux-MINES et les inspecteurs des installations classées, des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation

Fait à COLMAR, le 1er juillet 1983

Le Chef de Bureau délégué

Signé : Max LAVIGNE

Daniel STEVAUX